

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 2 décembre 2019

5 décembre : Faire tomber les « premiers de cordée »

Ça sent le roussi, jusqu'au sommet de l'État. Macron et ses ministres s'agitent en tous sens, pour éviter la propagation de l'incendie après la grève du 5 décembre. Alors, ils nous sortent leurs éternels refrains : que les grévistes seraient des « privilégiés », qui se battraient pour « conserver les inégalités ». De la part de ce président des riches et de ses ministres millionnaires, l'insulte et le mensonge sont si gros, que cela donne des raisons de plus de se retrouver tous ensemble jeudi prochain.

De quoi ont-ils si peur ? Évidemment de cette fameuse « coagulation », comme ils disent, en fait de cette convergence des colères qui menace Macron, depuis un an déjà que le mouvement des Gilets jaunes a lancé le signal du ras-le-bol général.

Les signes d'exaspération se sont multipliés : grèves dans les hôpitaux publics depuis neuf mois, grève des enseignants en juin, grèves intempestives à la RATP et à la SNCF en septembre-octobre, grèves et manifestations des étudiants contre la précarité en novembre... À ces mouvements, le gouvernement n'a répondu que par le mépris, quand il ne répondait pas par la répression pure et simple.

« Puisqu'il en est ainsi, nous coagulerons ! »

C'est ainsi que le Collectif inter-urgences, initiateur des grèves hospitalières, a intitulé son appel à se joindre au 5 décembre, en réponse au énième « plan » de Macron et de sa ministre Agnès Buzyn pour « sauver » l'hôpital public. En guise de sauvetage, le gouvernement, en effet, ne propose rien d'autre que de poursuivre sa politique d'économies budgétaires – tout juste maquillée par quelques primes minables pour quelques catégories de personnels. De quoi s'énerver, et de quoi « coaguler » !

Ce n'est qu'un début...

Il faut se saisir de cette journée du 5 décembre : par la grève et dans la rue, bien sûr, mais aussi en nous organisant à la base avec, pour commencer, des assemblées générales, sur nos lieux de travail ou à l'issue des manifestations, pour décider ensemble de la reconduction de la grève.

Le 5 décembre, ce n'est qu'un début. D'ores et déjà, la grève s'annonce comme illimitée dans

certains secteurs (RATP, SNCF... sans parler des services hospitaliers où la grève dure depuis des mois !). Sans attendre le feu vert des directions syndicales, éternellement attentistes et frileuses, toujours prêtes au « dialogue » gouvernemental et à négocier des compromis douteux. Réalisons nous-mêmes l'unité combattive du monde du travail, en poursuivant le mouvement partout où c'est possible et en nous coordonnant à partir de la base.

... ne rien lâcher

Le gouvernement, qui anticipe le succès de la grève du 5, espère tenir le choc en laissant s'épuiser le mouvement. Sans parler des explications embrouillées et contradictoires qu'il nous sert sur les retraites. « Réformer, moins réformer... plus tard mais maintenant..., compréhensif mais 'ferme' »... N'en jetez plus : autant d'entourloupes pour nous faire, en définitive, travailler plus longtemps pour des pensions plus faibles !

À nous, en somme, de faire en sorte que ce mouvement soit assez massif pour mettre en échec toute leur politique.

En défendant nos retraites, défendons aussi nos salaires, nos conditions de travail, nos conditions de vie. En attaquant la politique du gouvernement, toute sa politique, attaquons aussi ces ultra-riches qu'il sert, ces « premiers de cordée », comme le dit Macron, qui touchent des milliards d'exonérations fiscales et des centaines de milliards de profits. Quand on voit que Bernard Arnault, riche de près de 100 milliards d'euros, est capable de s'offrir une bijouterie américaine pour 15 milliards, on se dit que, décidément, il y a de l'argent pour nos retraites, nos salaires, les hôpitaux et les transports publics.... Allons le chercher ! Oui, qu'ils dégagent !

Le Père Noël est une pince

Les fêtes approchent et la direction veut se faire passer pour le père Noël. Ce sont donc 14 véhicules de prêt qui seraient à « gagner » pour les congés de fin d'année. Sauf qu'en lisant de près des conditions, les gagnants doivent déboursier 5€ par jour pour l'assurance... Et oui ! Se pavaner avec les derniers modèles du groupe ça se paye. Le père Noël de Carrières n'oublie jamais son portefeuille !

« C'est pas moi, c'est les autres ! »

En septembre 2015, le scandale du dieseldate éclatait avec Volkswagen puis BMW en boucs émissaires pour toute l'industrie automobile. Il y a deux semaines, Tavarès se lamentait dans les colonnes de *L'Est Républicain* de la méfiance et du « manque d'écoute » des députés européens dus selon lui aux tricheries d'un « constructeur allemand bien connu ».

Las, le *Canard Enchaîné* vient de révéler que les expertises menées sur des Peugeot et Renault à la demande de juges d'instruction, aboutissent à « l'existence d'une modification des dispositifs de dépollution permettant l'adaptation à la procédure d'homologation de façon différente des conditions d'utilisation réelles. »

On est tous assez grand pour conclure ...

Ils pleurent la bouche pleine.

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, a inauguré ce lundi une première séance de calinothérapie pour les patrons et actionnaires du secteur automobile.

Leurs plaintes sur le passage à l'électrique ont été entendues et Le Maire parle déjà d'un fond d'argent public à hauteur de 50 millions d'euros pour « aider » le secteur. Une paille comparée aux 2 milliards de bénéfices de PSA au premier semestre mais c'est toujours ça de pris.

Autre volet, l'implantation d'une usine de batterie. Trois régions seraient au coude à coude pour l'accueillir, comprendre, se feraient concurrence à coups de crédit d'impôt, de défiscalisation ou de terrains cédés pour une bouchée de pain.

Le chantage à l'emploi du patronat repris la main sur le cœur par les gouvernants, cela fait 40 ans qu'on connaît la chanson sans que les patrons destructeurs d'usines et d'emplois ne se soient jamais retenus si leurs profits pouvaient s'accroître.

L'avance par la technologie ?

Les constructeurs automobiles allemands Audi et Daimler (Mercedes) prévoient des dizaines de milliers de suppressions de postes. Le prétexte ? Financer le passage à la voiture électrique. Pour ces

financements, les patrons n'ont qu'à prendre sur les profits. Le slogan d'Audi, « l'avance par la technologie », ne doit pas servir de prétexte au recul social.

Ils carburent au mensonge

Dès 1979, un mémo de la firme pétrolière Exxon expliquait que « la tendance actuelle de combustion des ressources fossiles » – charbon, gaz, pétrole – « causera des effets environnementaux dramatiques avant 2050 ». Que fit Exxon ? Pour ne pas gêner le business, le groupe cacha sciemment la connaissance de ce danger. Plus grave : il finança les campagnes de désinformation d'organisations climato-sceptiques contestant la réalité du changement climatique. Pour stopper la course à l'abîme il est urgent d'exproprier ces capitalistes criminels.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même

Dans cette société de complaisance, les voleurs se font parfois gendarmes. C'est un peu se qui vient de se passer entre le ministère des finances et le secteur bancaire : Madame Barbat-Layani, ex-dirigeante de l'Association française des banques (AFB), a été nommée fin octobre secrétaire générale du ministère de l'Économie et des Finances. Confier le contrôle des banques à une ex-banquière qui en défendait les intérêts ne manque pas de sel. Risque éclatant de conflit d'intérêts ? Oui, mais aussi une vieille tradition de « pantouflage » entre la haute fonction publique et les directions d'entreprises privées. Pas étonnant que les intérêts des banquiers soient bien défendus au gouvernement !

Contre les violences faites aux femmes

Une marée violette ! Plus de 50 000 personnes ont manifesté à Paris contre les violences faites aux femmes le samedi 23 novembre. Déjà 117 féminicides en France en 2019, des femmes assassinées le plus souvent par leur conjoint ou ex-conjoint. Le gouvernement prétend en faire une priorité : il a pondu un projet de loi... sans aucun moyen financier ! La vie des femmes n'est pas une priorité budgétaire.

Le capitalisme entretient les oppressions, celle des femmes en particulier conduit aux violences sexistes, aux viols et aux féminicides.

Certaines mesures simples et immédiates permettraient aux femmes de se protéger de conjoints violents : des logements et des dispositifs d'accompagnement à disposition pour toutes celles qui souhaitent quitter le foyer ; des salaires et des minima sociaux qui permettent de vivre en toute indépendance – car « on ne divorce pas avec le smic » !